

Voici ce que disait le ministre aux producteurs de maïs de l'Ontario:

Bien des cultivateurs de maïs qui se sont plaints à Ottawa, de perdre de l'argent, n'ont fait, je le crains, qu'un demi-calcul. Ils ont fixé la valeur de leur terre à un taux de plus-value dans le calcul de leurs frais, mais n'ont pas tenu compte de la plus-value dans le revenu.

Ce n'est là qu'un exemple des conceptions économiques fantaisistes qui causent tant de soucis et de déboires à ceux qui élaborent les politiques agricoles. C'est une chose que nous pouvons difficilement nous permettre si nous voulons établir l'agriculture canadienne sur des bases solides, ce à quoi doit tendre en fin de compte toute politique agricole de longue haleine.

Le marché du maïs se voit envahi par du maïs bon marché des États-Unis, et les agriculteurs ont protesté à Ottawa; pourtant le ministre les accuse effectivement de fausser leur comptabilité.

Selon le président de la Federal Grain Limited de Winnipeg, 800 millions de boisseaux de grain, soit 72 p. 100 de la récolte, se composent de grain gourd ou humide. Il aurait dit, d'après le *Globe and Mail* de lundi dernier, que la situation dans l'Ouest canadien est beaucoup plus critique qu'on ne le croyait. Elle se résumerait à ceci: 458 millions de boisseaux de grain gourd ou humide, dont 25 millions non fauchés, 181 millions de boisseaux d'orge, 176 millions de boisseaux d'avoine et 11 millions de boisseaux de graines oléagineuses. Si je comprends bien, les séchoirs agricoles pourront sécher un maximum de 300 millions de boisseaux d'ici au printemps et, ensemble, les séchoirs commerciaux et les séchoirs agricoles ne pourront sécher que la moitié du grain humide qu'on récoltera d'après l'étude de la Federal Grain Limited à laquelle je viens de faire allusion.

• (4.00 p.m.)

Lorsque les députés de Moose Mountain et de Lisgar ont tenté d'obtenir un débat d'urgence l'autre jour, alors que le ministre a dû s'absenter de la Chambre, et le gouvernement, pour emprunter les mots d'un journal de l'Ouest, est resté muet. L'obstination du premier ministre à traiter les membres du cabinet en écoliers, leur interdisant de venir à la Chambre certains jours, a vraiment frustré non seulement les membres de l'opposition, mais le pays en général. (*Applaudissements*) Les plus frustrés sont les députés qui essaient de servir leurs mandants, et particulièrement les représentants des provinces des Prairies. Le premier ministre a formellement défendu à tous les ministres de qui relèvent les divers aspects de l'agriculture de paraître à la

Chambre les lundis et mardis: ce sont les ministres de l'Agriculture, de l'Industrie, du Commerce, le ministre d'État de la Saskatchewan, le ministre des Transports et son adjoint, le ministre d'État du Manitoba.

Le député de Huron a demandé si le gouvernement allait prêter son concours au transport des appareils de dessiccation des céréales que l'on peut maintenant se procurer dans l'Est du Canada, pour remédier au problème. Nul ne connaît la décision. J'espère que le ministre nous la communiquera aujourd'hui. Le député de Qu'Appelle-Moose Mountain a envisagé l'éventualité de versements à l'acre pour aider les cultivateurs à supporter les frais de l'assèchement de la récolte. Il n'y a pas eu de réponse. J'espère qu'on nous en donnera une aujourd'hui. Le député de Crowfoot s'est enquis de l'installation aux élevateurs terminus intérieurs de matériel supplémentaire. Le ministre de l'Industrie et du Commerce dit qu'il y songera.

Le problème des céréales humides a été signalé au gouvernement au début de novembre. Celui-ci a différé toute initiative, hésitant à agir. Il est inutile que le ministre fasse non de la tête. J'étais ici, j'ai pu constater la suffisance des ministres, au gré des semaines, alors que la crise se préparait, avant d'éclater enfin la semaine dernière. Je le répète, le gouvernement a différé toute initiative, hésitant à agir; il était tiède en un mot. Il a finalement réussi à faire fonctionner les installations de la tête des Lacs 24 heures par jour, six jours par semaine. Mais lorsque le député de Mackenzie s'est enquis hier de la situation le ministre d'État a dû admettre que les élevateurs n'étaient pas prêts à fonctionner sept jours par semaine parce que les négociations se poursuivent encore avec les syndicats. On aurait pu, on aurait dû le faire il y a des semaines.

Le député de Mackenzie a demandé la semaine dernière si des dispositions pourraient être prises pour installer des séchoirs commerciaux dans les élevateurs pour la dessiccation des céréales déjà achetées qui seraient transportées dans les annexes pour donner plus d'espace. En réponse, une fois de plus: «La question serait étudiée». Le gouvernement a dû être aiguillonné, stimulé, harcelé pour devenir conscient du problème et prendre ensuite à contrecœur certaines mesures. Et ce qui rend les choses bien pires et multiplie les frustrations, c'est cette formule absurde d'une semaine de trois jours pour les ministres à la Chambre.

L'hon. M. Olson: Nous travaillons sept jours par semaine. (*Exclamations*)